

Des habitants d'Ivry-sur-Seine  
12, 14 et 18 rue Paul Mazy.

Le 11/09/2014

A l'attention de M. Pierre Gosnat  
Maire d'Ivry-sur-Seine  
Hôtel de ville d'Ivry sur Seine

Objet : événements au 3, rue Paul Mazy (ancien entrepôt DIF – Cogelec)

Monsieur le Maire d'Ivry-sur-Seine,

Nous, citoyens Ivryens, avons été témoins d'une scène d'une rare violence mercredi matin 10 septembre 2014, entre 7 h et 10 h, au numéro 3 de la rue Paul Mazy.

Depuis vendredi 5 septembre, des squatteurs se sont installés dans cet entrepôt désaffecté et n'accueillant plus d'activité depuis près de deux ans. Lundi 8 septembre au soir la police a tenté de les déloger pacifiquement en présence des propriétaires du lieu.

Mardi 9 septembre les squatteurs ont commencé à nouer des relations conviviales avec les habitants du quartier, les invitant à les rencontrer pour présenter leur démarche par une affiche apposée sur la porte de l'entrepôt. Il semble qu'il s'agissait de jeunes militants souhaitant occuper le lieu par nécessité (habitat, création d'activités,...).

Le mercredi 10 septembre à 7h30 nous avons été alertés par le vacarme d'un camion de chantier défonçant la porte métallique d'entrée de l'entrepôt en marche arrière. Le choc a été très violent et l'opération a été répétée à plusieurs reprises, sans que les protagonistes ne se soucient de la présence de gens derrière la porte. Tous les habitants du quartier étaient à leur fenêtre quand la dizaine de vigiles pénétra en courant dans la cour de l'entrepôt en s'en prenant aux squatteurs verbalement et physiquement. Des insultes et des menaces ont été proférées, entendues par les voisins et des coups ont été portés, vus par les voisins. Les vigiles ont cassé tout ce qu'ils pouvaient très rapidement. Les propriétaires étaient présents et sont entrés avec les vigiles dans l'enceinte du 3 de la rue Paul Mazy.

Certains voisins, devant la violence de l'opération ont pris des photos et filmé (ces images sont à la disposition de la justice si nécessaire), d'autres sont descendus dans la rue et ont été pris à parti, verbalement et parfois physiquement, par la milice (c'est le mot qui convient) des propriétaires. La police a été appelée au téléphone par plusieurs personnes et une personne s'est déplacée en vélo jusqu'au commissariat proche du RER pour signaler que des hommes armés de gourdins et de barres de fer attaquaient des gens dans la rue Paul Mazy. La police a mis 20 minutes à se rendre sur place dans des véhicules roulant très lentement depuis le bout de la rue (nous avons pourtant l'habitude dans cette rue de voir passer les véhicules de police en sens interdit et à vive allure), laissant le temps à quelques vigiles de partir.

Il semblerait qu'une procureure de la République a été dépêchée rapidement sur les lieux et a pris la décision de séparer le lot en deux : les entrepôts d'un côté, la maison de l'autre, cette dernière pouvant, en attendant de la décision du procès, être habitée par les squatteurs. La milice, une fois la police partie, a alors détruit la toiture et arraché les fils de l'électricité sur le toit de la maison pour rendre celle-ci inhabitable. Les squatteurs ont fini par partir, terrorisés.

Une femme disant travailler à la mairie (son nom est connu des squatteurs), arrivée bien après les faits, a dit vouloir témoigner en faveur des propriétaires, en disant qu'il n'y avait personne dans l'entrepôt la veille. Un des voisins a appelé la mairie pour expliquer ce qu'il se passait et demandé à ce qu'un élu soit dépêché sur le lieu. Il lui a été répondu que ce n'était pas la procédure, qu'il fallait que ce soit le commissariat qui appelle la mairie et que tant que la police n'appelait pas ils n'enregistreraient pas sa demande. Aucun élu ne s'est déplacé, y compris notre élue de quartier, Madame Peter.

Depuis, les propriétaires de l'usine ont installé des vigiles avec des chiens dans le site. Ces chiens aboient toute la journée et toute la nuit et perturbent le voisinage. La vue depuis nos immeubles est effrayante depuis que le service de sécurité a installé des bouts de verre sur le mur extérieur et se relaie 24h/24 dans la cour avec les chiens sans muselière qui aboient sans cesse. Nous avons l'impression d'avoir désormais vue sur une prison et l'ambiance est très désagréable.

Jeudi 4 septembre vous receviez, M. le Maire, la ministre du logement à Ivry pour discuter des logements sociaux et des problèmes d'habitation pour les plus démunis. La politique de la ville envers les sans-logis se veut protectrice. C'est le moment de prouver que la ville fait en sorte que le respect soit un dû pour tous, le respect des personnes et des lois.

Nous, citoyens d'Ivry, souhaitons avoir des explications sur cet acte de violence, la mairie ne peut rester silencieuse face à de telles exactions.

Des ivryens des 12, 14 et 18 rue Paul Mazy.